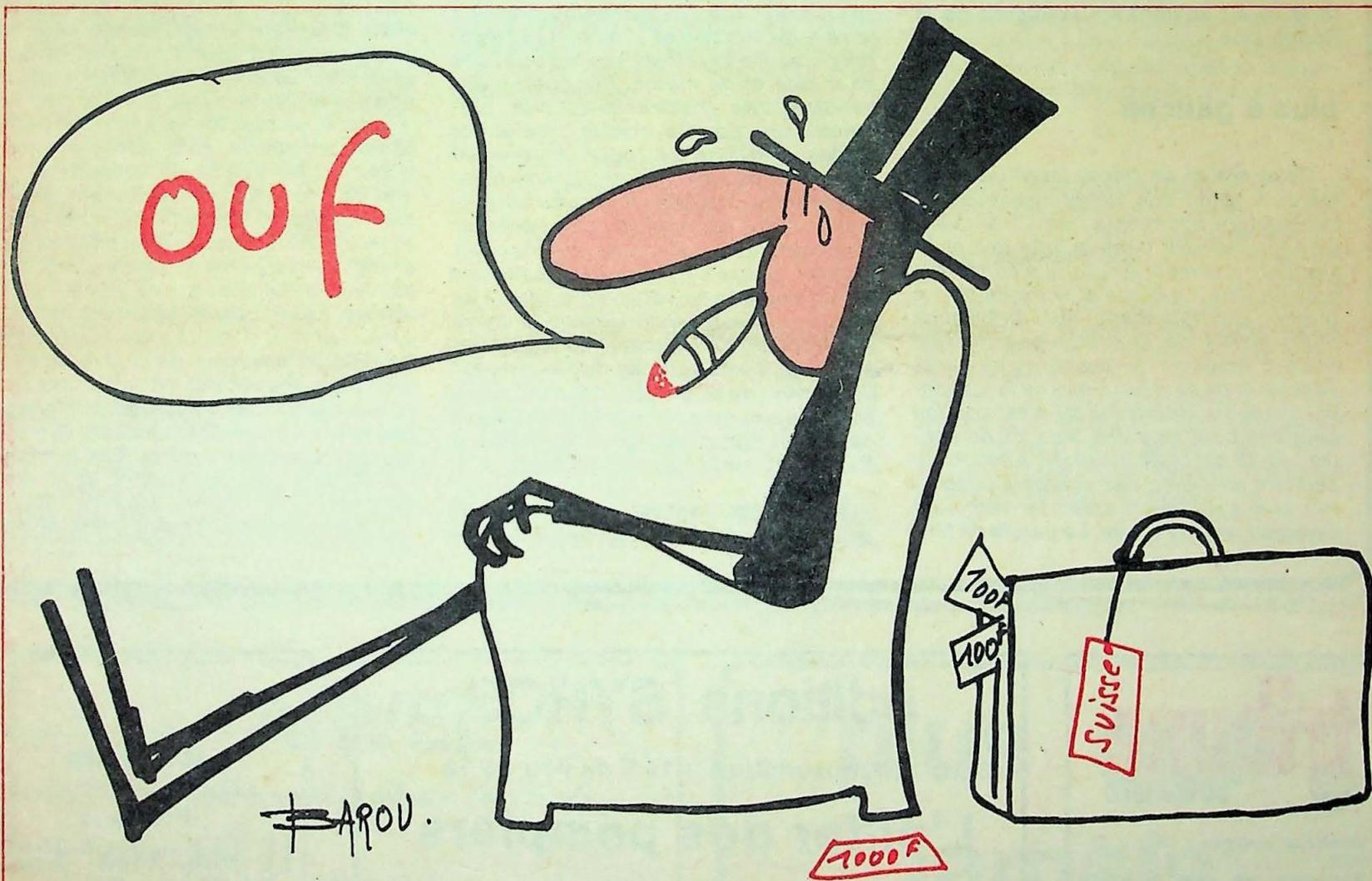


n° 620 — Semaine du 25 au 31 mai 1974 — 2 F 50  
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

# tribune

## socialiste



# LA DROITE EN SURSIS

# une nouvelle

**A** travers François Mitterrand, treize millions de Français ont dit oui à une transformation profonde de notre société : ainsi s'exprime — vaillamment — sur le terrain électoral cette unité populaire qui n'a cessé depuis mai 68 de se développer sur le terrain des luttes sociales. Les forces de la jeunesse et du travail n'ont pas seulement posé des revendications : elles ont manifesté leur volonté de pouvoir, leur volonté de changer le pouvoir en même temps que leur travail et leur vie. Et l'on sait que si elles avaient pu s'exprimer totalement (avec les jeunes de 18 à 21 ans et les travailleurs immigrés), François Mitterrand serait aujourd'hui président de la République.

## plus à gauche

Cette réalité va peser lourd dans les temps à venir. Elle s'était imposée à la candidature elle-même : en s'inscrivant plus directement dans la lutte des classes, l'affrontement électoral a conduit la gauche plus à gauche et la droite plus à droite. Contrairement aux prévisions d'une partie de l'extrême-gauche (qui préfère analyser le passé qu'imaginer l'avenir et ne se nourrit que de la méfiance) François Mitterrand ne s'est pas fait centriste pour recueillir les voix du centre : J.J.S.S est resté accroché à son arbre solitaire au milieu des courants contraires, puis s'est laissé emporter vers où il penchait, vers la droite. La parole de Mit-

terrand a fait vibrer le peuple plus que la petite bourgeoisie et, devant ce fait, les réticences, les insuffisances du langage ont paru secondaires. Finalement, Séguy et Marchais se sont trouvés parfois plus à droite que le candidat unique de la gauche !

Notre décision de soutenir François Mitterrand dès le 1er tour a donc été justifiée par les faits : ce qui importait, c'était le mouvement populaire ; la victoire était trop incertaine pour que l'on se contente d'en imaginer les conséquences et les lendemains ; il fallait d'abord tout faire pour la victoire et redonner confiance aux travailleurs : la dynamique de victoire — qu'elle se réalise ou non — préparait de nouvelles offensives sur une base de masse et de classe. Par contre, des candidatures d'extrême-gauche prenaient un double risque : celui de l'échec, - car tout se jouait au premier tour ; celui de renvoyer les militants révolutionnaires dans les marges du mouvement ouvrier, les empêchant de peser sur les orientations collectives, sur les choix décisifs. Grâce à notre action, le second risque a pu être en partie évité ; quant au premier, il s'est réalisé ; la faute n'en revient pas uniquement bien sûr à certains éléments d'extrême-gauche, le blocage de la campagne du premier tour sur la base du programme commun (refus des comités et des meetings unitaires par le PCF) a été aussi très déterminant.

Néanmoins, il est vrai que les discours de l'inquiétude et de la méfiance pour le

cas d'une élection de Mitterrand n'ont pas facilité l'élaboration d'une dynamique de victoire : le 1% fatidique qui a manqué à Mitterrand le 19 mai est celui-là même qui lui a manqué le 5 mai. Chacun sait, par sa propre expérience, que si la campagne avait connu plus tôt le souffle qu'elle a connu dans la dernière semaine, il était possible d'éliminer Giscard.

## la victoire des « non »

Celui-ci l'a emporté parce qu'il était le meilleur... de la droite. Après l'écroulement de l'UDR, un nouveau rassemblement devenait indispensable pour la bourgeoisie. La courte victoire de Giscard, c'est celle du non à Mitterrand ; le non de l'extrême-droite, fasciste ou poujadiste, et de tous les revanchards de Vichy ou des guerres coloniales ; le non de Nixon et des fidèles de l'atlantisme, le non de tous ceux qui possèdent, financent, dirigent, exploitent ; mais c'est aussi le non de tous ceux qui ont peur des changements, parce qu'ils craignent que demain ne soit encore pire qu'hier : personnes âgées, petits propriétaires qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts, travailleurs accablés de dettes et d'inquiétudes, ménagères effrayées des prix et des contraintes de la consommation. Ceux-là ont entendu le candidat Giscard promettre ce que n'avait pu faire le ministre Giscard : une fois encore, ils se sont résignés à le croire, sans se rendre compte qu'ils nourrissent ainsi le mal

**tribune**  
PSU SOCIALISTE

Directeur politique : Gérard FERAN.

Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.

Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.

Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALLUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566.45.64

Administration : 566.45.37  
9, rue Borromée - 75015 PARIS  
Publicité : Régie Information  
Tél. : 770.40.18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

## éditions SYROS

● en souscription : 13 F au lieu de 18

### L'enfer des pompiers

par Jean-Jacques Lubrina

— commandes : 9, rue Borromée 75015  
Paris - C.C.P. 19 706.27 Paris

## POUR PRENDRE CONTACT

— Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier ou de votre lieu de travail.

— Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.

— Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom .....

Adresse .....

Profession .....

**Guy Nania**

Docteur ès Sciences  
Politiques

**LE P.S.U. AVANT ROCARD**

Présentation de

**Jean Popere**

Membre du bureau exécutif  
du Parti Socialiste

Député du Rhône

Offre spéciale aux lecteurs de T.S.  
26,65 F franco (au lieu de 37 F)

aux

EDITIONS ROBLLOT

8 bis, rue de Châteaudun  
75009 PARIS

C.C.P. La Source 31-888-50

# étape

dont ils sont victimes. Une fois encore, le flacon a fait illusion et l'ivresse d'un jour a permis d'oublier le lendemain !

Mais les réveils risquent d'être douloureux. Aux contradictions liées à la base sociale du régime s'ajoutent aujourd'hui les contradictions de sa base électorale : loin d'être résolues, comme le souhaitait la Pompidou, elles se sont renforcées. La bourgeoisie sait qu'un dernier sursis lui a été accordé : il lui faut mettre les bouchées doubles pour que son navire ne se brise pas dans la tempête. Elle s'est donné pour cette tâche une nouvelle direction. Laquelle ? nous ne le savons pas encore clairement, d'autant que l'ancienne renâcle sérieusement !

La nouvelle droite ne peut se contenter de gérer les difficultés, elle devra prendre des initiatives : utiliser l'inflation pour faire du social, faire passer l'économie dans la voie que lui propose le grand capital multinational, intégrer la France dans l'impérialisme dominant, juguler les révoltes et imposer l'ordre moral, aménager le territoire à l'échelle européenne pour garantir son pouvoir dans les régions dominantes contre les régions dominées, etc.

## savoir attendre ?

Lourde tâche, mais elle n'est pas insurmontable : mise en cause à travers le monde et au cœur même des sociétés les plus développées, la bourgeoisie dispose

encore d'atouts importants et elle n'hésite pas, elle, devant le choix des moyens. Elle dispose notamment du pouvoir d'Etat et elle fera tout pour le conserver, quitte à en changer quelque peu la nature (privatisation et démantèlement, institutions européennes en « multinationales », rôle politique des entreprises, etc.). La gauche ne doit donc pas se bercer de l'illusion que la prochaine fois sera automatiquement la bonne et qu'il suffit de savoir attendre. Il va lui falloir inventer et imaginer : la dynamique unitaire doit être maintenue sur les enjeux politiques et sociaux qui vont s'ouvrir, qu'il s'agisse des libertés individuelles et collectives, de l'organisation du travail, des finalités de la production, de l'emploi, du cadre de vie, de la formation, des luttes anti-impérialistes, etc.

Durant la campagne, des projets se sont précisés, des objectifs ont été formulés : il est possible de bâtir sur une telle base. Des millions de gens se sont politisés et mobilisés : le rôle des militants et de leurs organisations c'est de leur fournir de nouvelles formes d'action et d'association. Pour éviter les tentations centristes comme celles de la marginalisation, il ne suffit pas de rédiger des proclamations, il faut construire la force politique crédible qui, à l'intérieur de l'unité populaire, sera capable de faire fonctionner à nouveau une dynamique de victoire, soit lors de prochaines échéances, soit en raison des impuissances ou des contradictions de la droite au

pouvoir devant les crises qui s'annoncent.

## plus que jamais

Pour le PSU, l'avenir passe par un renforcement de sa volonté autogestionnaire, de sa capacité de mener le débat et le combat pour l'autogestion socialiste en termes offensifs, en termes de masse : l'expérience prouve qu'il ne suffit pas, pour l'emporter, d'avoir un programme, d'avoir un candidat. Il faut encore un projet mobilisateur qui donne aux forces sociales déterminantes, dans les conditions actuelles de la lutte des classes, la capacité de mener directement le combat socialiste.

Plus que jamais le contrôle ouvrier et le contrôle populaire vont devenir opératoires face à un patronat et à un pouvoir qui ont senti passer le grand frisson de la peur ; plus que jamais il sera nécessaire d'unifier les luttes politiques, économiques et idéologiques : la perspective du socialisme et de l'autogestion est, à nos yeux, la seule crédible pour donner toute sa force à la dynamique unitaire. Le PSU a désormais des responsabilités à l'égard de l'ensemble de la gauche : en les assumant, il peut contribuer à lui faire faire le pas décisif vers la victoire.

Robert CHAPUIS

## ARVEL

au service des Familles et des Jeunes

- **YUGOSLAVIE**  
2 sem. bord de mer — Séjour seul 570 F  
— en avion 835 F
- **TUNISIE**  
Circuit de 2 semaines 1 275 F
- **EGYPTE**  
Circuit de 2 semaines 2 000 F
- **MEXIQUE** : vol seul avec ou sans location de voiture : circuits de découverte.
- **ET SI VOS VACANCES ETAIENT UNE FETE ?**  
Festival de Tabarka (Tunisie)  
2 semaines au départ de Marseille, Lyon ou Paris (860 F. 910 F. - 960 F.)

ARVEL, 12, Boulevard des brotteaux - 69006 LYON  
Tel. (78) 52-56-48

# plus que jamais des abonnements

un nom : .....

une adresse : .....

et un chèque de 60 F  
(+ un bouquin, c'est encore donné !)

**T.S.** 9, rue Borromée - 75015 Paris  
C.C.P. Paris 5.826.65

## 7 JOURS DANS T.S.

■ J'étais triste lundi matin. Pas à cause de l'élection perdue : depuis la veille au soir, on avait eu le temps de se faire une raison. Mais parce qu'en lisant les journaux du matin, noyé parmi les commentaires et les analyses, le petit entrefilet m'avait sauté aux yeux : Fredo Krumnov est mort. Et cette mort là, croyez-moi, c'est une sacrée perte pour le mouvement ouvrier.

La dernière fois que je l'ai vu, c'était en février, au procès de K 68. Il se savait déjà condamné et ne bougeait pratiquement plus de chez lui. Il avait absolument tenu à venir quand même à Mulhouse, sa ville natale, pour défendre avec toute son ardeur, toute sa verve, toute sa vie le vilain 'petit canard dont Marcellin voulait la peau. Michel Rocard rappelle ici (p. 9) tout ce qui s'attache au nom de Krumnov, et que nous n'oublierons pas. Sa dernière bataille, dans cette salle de Mulhouse où un public ravi et populaire applaudissait en riant aux larmes ses boutades en alsacien, aura été pour la liberté d'expression. Quand nous saurons tous donner du socialisme l'image qu'en donnait Fredo, nous n'aurons plus grand souci à nous faire pour les pourcentages électoraux.

■ François Mitterrand était le seul candidat capable, dans les circonstances actuelles, de mobiliser l'ensemble des forces de gauche derrière son nom. Il n'a pas réussi à battre le candidat de la droite, il s'en est fallu de peu. Ceux qui ont pris la responsabilité lourde de freiner par leurs réticences, leur soutien du bout des lèvres et leurs préoccupations de boutiques, la montée de la mobilisation populaire auront bien du mal à défendre les positions qu'ils ont prises devant les prochaines victimes de la restructuration capitaliste dont Giscard va continuer d'être l'artisan zélé. Malgré eux, cette mobilisation a été forte, enthousiasmante, riche de promesses d'avenir, et nous pouvons dire aujourd'hui de François Mitterrand qu'il a courageusement et honnêtement rempli le contrat implicite passé entre les travailleurs et lui. Il aura manqué à cette campagne un projet d'avenir un peu plus mobilisateur que le déjà trop vieux Programme commun. Dommage. N'empêche que les acquis sont considérables, le mouvement ascendant confirmé, la volonté de continuer à se battre ensemble et la certitude de vaincre bientôt solidement ancrées. Il nous appartient à tous de faire que ce mouvement ne connaisse pas de retombée, qu'il progresse encore et s'ordonne autour d'un projet plus ferme, plus cohérent, plus mobilisateur : le rôle du courant qu'avec d'autres nous représentons, celui du socialisme autogestionnaire, sera primordial dans les mois qui viennent (p. 3, 4, 12).

■ Il reste enfin que les travailleurs n'attendent pas les prochaines échéances électorales pour réclamer leur dû. Les luttes vont se durcir — non pas mirage d'un « troisième tour » social, mais exigence affirmée de voir le président élu tenir les promesses du candidat. Il reste que bien des dossiers demeurent, qui s'ouvriront dans l'école, la rue, l'entreprise, faute de pouvoir se traiter entre l'Elysée et le Palais Bourbon (p. 5, 6, 7, 8).

Giscard est à la barre. Comme disait un de ses illustres prédécesseurs, « nous lui souhaitons bien du plaisir »...

B.L. ■

# pour gagner demain

Jamais depuis la Libération, la gauche française n'avait été aussi près de la majorité absolue. Certes, une fois encore, elle n'a pas gagné alors qu'il y avait des chances raisonnables de l'espérer. De là, notre déception. Mais elle n'a pas pour autant perdu, car le scrutin d'hier montre que sont réunies les conditions de la victoire de demain. Au-delà d'un premier bilan de cette bataille politique, voici les raisons de croire que l'avenir du socialisme est sans doute plus proche qu'on ne pourrait le penser un soir d'élections malheureuses.

On s'attendait à ce que Giscard l'emporte sur le terrain économique et Mitterrand sur le terrain politique. C'est le contraire qui s'est passé. On s'attendait à ce que Giscard l'emporte sur la gestion du passé et Mitterrand sur les projets d'avenir. C'est le contraire qui s'est passé. Dans ces deux paradoxes, tient à la fois l'explication de dimanche et les leçons pour la suite.

Le PSU n'avait jamais manqué une occasion de montrer pourquoi la logique économique du Programme commun de la gauche lui paraissait inadaptée. Il ne fait pas de doute que si François Mitterrand s'était battu dans le domaine économique sur la seule base du Programme commun, il aurait été bien en peine de convaincre. Mais un des points les plus positifs de cette campagne est que, précisément, le Programme commun est apparu comme un document ayant eu un impact et un intérêt certains au moment de sa publication — il y a plus d'un an — mais ne répondant plus à la situation et aux aspirations présentes.

En présentant à la presse le 18 avril un programme d'action économique fondé sur un plan à six mois, un plan à dix huit mois et un plan à cinq ans — le tout dans une cohérence financière inattaquable et beaucoup plus axé sur la réorientation de la croissance que ne l'était le Programme commun — François Mitterrand a jeté les bases d'une crédibilité économique de la gauche. A l'heure où les considérations économiques prennent de plus en plus de place dans les préoccupations de chacun, c'est la capacité d'ensemble de la gauche à gouverner qui s'est affirmée. Il y a là un acquis essentiel qui devra être consolidé.

un  
peu  
tôt...

Si Giscard d'Estaing n'est pas apparu comme ayant le monopole du savoir économique, il a en revanche réussi dans une large mesure à enfermer Mitterrand

dans une querelle non pas inutile, mais accessoire, sur le passé. Tout s'est joué comme si c'était Giscard qui avait un projet de société nouvelle à proposer et Mitterrand qui n'en avait pas. Ainsi en prenant du recul par rapport à l'événement électoral, on ne manque pas de remarquer que ces présidentielles sont venues un peu trop tôt pour la gauche : celle-ci, vivant sur le souvenir du Programme commun, n'a pas su proposer à temps l'alternative d'une autre croissance sur laquelle une majorité eut été prête à s'engager.

En définitive, on a peu entendu dans cette campagne la voix d'un projet politique global capable de donner à la société française des objectifs à long terme. Là résident sans doute le grand paradoxe et le plus grave manque à gagner pour la gauche dans cette bataille, puisque une solide tradition veut que les forces socialistes soient les mieux à même d'imaginer ces perspectives longues. C'est ce qu'elles n'ont pas fait, et c'est ce sur quoi il va falloir reprendre l'ouvrage dans le sens d'un approfondissement de l'autogestion socialiste.

Reste qu'on ne vit pas seulement de projets à long terme. Giscard est président et cela dicte notre conduite à partir d'aujourd'hui, à la fois sur le plan social et sur le plan politique.

Sur le plan social, Giscard a fait des promesses. Il en a même fait beaucoup. On peut penser qu'il ne mettra pas un empressement excessif à les tenir. C'est pourquoi il faudra sûrement l'y aider ; l'heure n'est donc pas à la trêve dans les luttes des travailleurs. Ces luttes devront bien sûr s'engager sur le terrain des promesses quantitatives faites par Giscard, mais elles devront ici éviter un écueil. Il est en effet probable que Giscard est prêt à de nombreuses concessions financières — y compris en laissant galoper l'inflation — pour donner pendant quelques temps l'image d'une politique dynamique et ouverte dont un gouvernement largement renouvelé peut confirmer l'apparence. Et c'est dans un second temps, après d'éventuelles élections législatives où il placerait ses hommes que viendrait pour Giscard l'heure d'une politique plus franchement réactionnaire. Il importe donc plus que jamais de ne pas cantonner les luttes sociales aux revendications quantitatives, que le patronat peut toujours récupérer par l'inflation, mais d'avancer avec force les objectifs du contrôle ouvrier.

## des atouts

Les tâches politiques à court terme découlent de cette situation sociale. Car — au-delà de l'apparence moderniste que Giscard peut donner pendant un temps à sa politique — c'est le formidable caractère de classe de sa majorité présidentielle qui va s'affirmer. Dans ces conditions, il faut très vite développer les atouts politiques qui ont permis à la gauche de frôler la victoire. Parmi ces atouts, l'un est acquis et ne demande qu'à être consolidé, c'est l'unité populaire ; l'autre a entamé son chemin et doit le poursuivre, c'est un programme pour l'autogestion socialiste. Ainsi, les idéaux de justice et de liberté dont la gauche est depuis toujours porteuse doivent-ils acquérir la dimension politique qui très prochainement lui amènera la victoire.

Jacques GALLUS ■



« Giscard à la barre » : le PSU avait montré, à l'occasion d'une conférence de presse tenue par le Bureau national entre les deux tours de l'élection présidentielle, ce que cela pouvait signifier concrètement. Car, derrière les promesses prodiguées « au jugé » et en fonction des auditoires par le candidat de la droite, il y a la réalité, dure et têtue, celle qui se lit dans le présent et qui résulte d'une politique passée que nous n'avons cessé de mettre en cause. Cette semaine, TS poursuit la publication de ces « dossiers pour la gauche » qui, malgré leur « technicité » parfois, sont une invitation à lutter... ■

# DOSSIERS POUR LA GAUCHE

## ● SANTE : la main-mise du patronat

La politique menée jusqu'ici par l'actuelle majorité dans le secteur de la santé et de la sécurité sociale a comporté trois volets essentiels : le maintien du statut actuel de la médecine libérale ; la débudgétisation de la sécurité sociale et la mainmise du patronat sur sa gestion ; enfin le sacrifice des équipements et la privatisation des soins...

Il est caractérisée aussi par deux absences : celle d'une politique de prévention et celle d'une politique de formation des personnels.

### 1. - Maintien de statut actuel de la médecine libérale :

M. Debré, alors chef du gouvernement, avait tenté d'enclencher une dynamique avec le décret du 12 mai 1960 sur le conventionnement, qui permettait d'imaginer à terme l'organisation d'un véritable service public médical, dans la ligne de l'action de M. Gazier en 1956. Sous M. Giscard d'Estaing qui a tenu en fait la haute main sur ces questions, c'est un recul qui a été enregistré ; aucune remise en cause de la médecine libérale, toutes les conventions signées avec le corps médical ayant été sur le plan des tarifs comme sur celui des obligations des médecins (profit médical...) un véritable triomphe pour la CSMF du Dr Monies.

Inutile de signaler que l'aventure du projet de loi sur l'avortement a confirmé à quel point le groupe de pression que représentent les médecins-notables (83 députés) peuvent imposer leurs vues, la plupart du temps réactionnaires, et bloquer toute évolution vers un véritable service de santé.

### 2. Débudgétisation de la S.S. et mainmise du patronat sur sa gestion.

a) Les ordonnances de 1967 ont assuré au patronat (généralement avec la complicité de FO) un contrôle des caisses nationales et

régionales de la SS. Il en résulte une politique d'investissement et de conventionnement avec le corps médical qui se limite à accompagner la croissance des besoins au plus juste sans possibilité de s'évader du système actuel de médecine.

La substitution de la désignation des responsabilités des caisses à leur élection n'a permis que de regrouper FO et la CFTC artificiellement, et d'empêcher qu'une véritable opposition à la politique sociale du gouvernement se manifeste avec vigueur.

b) Depuis 1963 (M. Giscard d'Estaing était au pouvoir) et pour assurer un précaire équilibre budgétaire global, dans le cadre d'une vision néo-libérale de l'économie, la politique du ministère des Finances a consisté à transférer la couverture du déficit de nombreux régimes spéciaux de SS (agriculture, mines, SNCF, artisanat et commerçants) du Budget de l'Etat à la Sécurité Sociale, en épongeant totalement (fin 1975) les disponibilités considérables secrétées par le régime des allocations familiales (10 milliards de francs environ à la fin 1973).

Ce faisant, l'amélioration des prestations familiales (notamment) et des équipements de santé a été bloquée, et le déficit général de toute la sécurité sociale se profile à l'horizon de 1975 : qui le couvrira, si M. Giscard d'Estaing continue à s'accrocher à un équilibre budgétaire datant de J.B. Say et s'il continue à refuser d'augmenter les cotisations patronales et le déplafonnement ?

### 3. Sacrifice des équipements et privatisation des soins.

La croissance des crédits d'équipements hospitaliers a été inférieure en moyenne à celle du budget de l'Etat, surtout en 1963-64, 1967-68 et 1974. En tout état de cause, lorsque ces augmentations sont plus fortes (1973) la plus grande part est gelée au Fonds d'action conjoncturelle (FAC) créé en 1970, et donc n'est pas dépensée.

Le plan d'équipement hospitalier, extrêmement modeste pour 1970-1975, ne sera pas réalisé à plus de 70%. Le Vème Plan n'a été réalisé qu'à 83%...

### une somme inappréciable

Parallèlement, la loi Hospitalière de 1970 a soulevé le problème de la privatisation des cliniques et des hôpitaux : les cliniques privées se refusent à faire partie du « service public hospitalier » tout en voulant bénéficier de l'agrément du Ministère de la Santé, et des remboursements de la S.S. sur la base de l'acte. Cette somme inappréciable de profit et de clientèle leur permet de faire aussi davantage d'investissements : le taux d'investissement de matériel hospitalier « lourd » y est plus élevé que dans le secteur public. On assiste ainsi à une évolution très comparable à celle qui a prévalu pour l'enseignement privé.

On constate aussi l'absence de politique de prévention dans le secteur médecine du travail et des accidents ou maladies professionnelles. Dans le secteur de l'enfance, il y a chaque année 40 000 enfants inadaptés et handicapés de plus. Une politique de prévention au niveau de la surveillance des grossesses, de la formation d'obstétriciennes en nombre suffisant, et le contrôle des équipements des établissements d'accouchement permettraient très rapidement de réduire de moitié ce nombre et de la stabiliser entre 5 et 10 000 en quelques

années. Le financement des moyens nécessaires à une telle politique coûterait moins cher à la collectivité que l'entretien et les soins des enfants qui deviendront inadaptés s'il n'y a pas de politique de la prévention.

Même carence en ce qui concerne le personnel. Il y a une crise très grave dans le recrutement du personnel para médical et médical pour certaines disciplines (obstétriciens, pédiatres, spécialistes de gérontologie). Les causes sont claires : les salaires, les conditions de travail, et surtout le maintien d'un système de caste où le personnel infirmier notamment est considéré par le corps médical comme du personnel de service.

En conclusion : dans un secteur aussi essentiel que celui de la santé, la majorité de M. Giscard d'Estaing (au sein de celle-ci, il a cherché à accentuer encore le mouvement), a créé un véritable vide d'initiative : c'est le conservatisme à visage ouvert, c'est même souvent le recul par rapport à l'état initial (cliniques privées, gestions des caisses). C'est grave.

Le renversement de cette politique est nécessaire. Il doit s'articuler autour d'une affirmation de choix budgétaires et de priorités différentes : la santé (construction hospitalière, appareillage médical) deviendrait une priorité de croissance pour le pays.

Mais une politique progressiste dans ce secteur devrait également prodiguer des encouragements à une autre médecine et à une autre organisation de la santé : par la décentralisation des secteurs hospitaliers, le développement de centres de santé (regroupant les médecins), de la médecine de groupe, des dispensaires ; par la généralisation du plein temps hospitalier, la réforme des études de médecine et la place faite à la médecine sociale.

Une telle politique devrait aller de pair avec une réforme du financement de la Sécurité Sociale et de sa gestion : rebudgétisation des déficits des régimes spéciaux ; déplafonnement des cotisations ; modulations des prestations en fonction des revenus ; impôt sur l'industrie pharmaceutique et nationalisation de ce secteur. ■



# DOS POUR L

## ● en finir avec la femme-objet

**Pour comprendre ce qu'est la condition féminine aujourd'hui il suffit de regarder. Toutes les statistiques le disent : leur niveau de qualification est nettement plus bas que celui des hommes. Leur salaire, à qualification égale, est plus faible...**

Ces femmes représentent près des deux tiers des « smicards » en France. Leurs conditions d'accès à la formation professionnelle sont encore plus difficiles que pour les hommes. Les femmes travailleuses, autour de nous, elles sont à la caisse du supermarché, dans la chaîne des composants électroniques, dans les secrétariats, dans les pools de dactylos.

La femme n'a de rôle dans la production qu'en complément, pour assurer le minimum vital à la famille et permettre à la force de travail de l'homme de s'exprimer au maximum. Elle se trouve ainsi astreinte aux tâches subalternes dans l'ordre hiérarchique existant. Son salaire est considéré comme un salaire d'appoint avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur le pouvoir d'achat de ce salaire. Son image peut servir de support publicitaire. **Femme-reproductrice, femme-servante, femme-objet**, voici

l'image que ceux qui gouvernent la France depuis seize années ont maintenue et même développée. La femme telle que la souhaite le pouvoir dont M. Giscard d'Estaing fait partie n'a même pas la liberté de son propre corps. La loi de 1920 sur l'avortement est toujours en vigueur. Une femme ne peut choisir d'avoir ou non un enfant. Bien sûr il y a la contraception : une loi a été votée, mais son application est en réalité suspendue. Les moyens d'une véritable contraception n'existent pas.

### à Bobigny

Il a fallu les grèves des Nouvelles Galeries de Thionville, les grèves du textile dans le Nord, les actions menées dans les ganteries de Millau pour que l'ensemble de la classe ouvrière prenne mieux conscience de cette su-

rexploitation dont sont victimes les femmes travailleuses. La participation active des femmes lors de la grève de Lip, avec leur spécificité mais dans le combat de classe, l'action de Cerisay et de Pederneq montrent que leur conscience de l'adversaire de classe s'est développée.

Il a fallu Bobigny pour que le problème de l'avortement apparaisse au grand jour. L'incapacité des gouvernements Messmer I, II ou III (dont Giscard d'Estaing faisait partie) à avancer sur ce problème n'est pas un hasard. Où sont les crèches, les équipements sociaux promis à Provins, auxquels l'ancien candidat de la droite et de l'extrême-droite applaudissait ? Giscard d'Estaing, candidat à la présidence, a promis de faire tout ce que n'a pas fait le gouvernement auquel Giscard d'Estaing, ministre des Finances, appartenait, mais en s'appuyant sur les mêmes forces sociales élargies à l'extrême-droite et au centre le plus conservateur. Qui pourra le croire ?

Des équipements sociaux, crèches, etc... doivent être réellement développés. Comme il

existe une taxe sur les salaires pour le développement du logement, un prélèvement peut être fait sur le profit pour résoudre ces problèmes. Ce n'est pas Giscard d'Estaing — qui a bloqué les crédits pour les écoles maternelles et primaires — qui pourra le faire. Il est l'homme du capital, l'homme de l'exploitation, des contraintes. L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République aurait permis un déblocage.

Mais les revendications des travailleurs devront y suppléer. Ainsi, les projets de loi sur l'avortement déposés par la gauche et notamment par le PSU doivent être débattus. Il faut donner à la femme le droit de choisir d'être mère. La législation familiale aujourd'hui est presque entièrement basée sur l'argent. Dans cette législation, ce qui est important ce ne sont pas les rapports dans le couple, les rapports avec les enfants, mais **quoi** appartient à **qui**, quelle répartition des valeurs entre l'homme et la femme. Le code consacre plus d'articles pour savoir qui hérite, ce qu'il advient des biens en cas de séparation que pour déterminer les conditions de la vie commune.

Seule la gauche au pouvoir déblocuera la situation : donner à la femme sa place dans la société, sa dignité d'être humain à part entière, le droit au choix du métier, l'égalité dans la formation, dans les classifications, dans les salaires, le droit d'être mère lorsqu'elle l'a choisi.

## l'école qu'ils nous promettent

**Fontanet et Royer se donnent la main pour porter Giscard à la présidence, comme ils se la sont donnée pour réformer l'enseignement. C'est dire quel sera l'avenir de l'école...**

Cet avenir, on peut le lire déjà dans la réforme Fontanet. Il implique :

### 1) la confirmation des inégalités :

— la petite enfance, les maternelles, l'école primaire sont laissées à l'abandon ou à la routine ;

— la distinction des forts et des faibles entre 11 et 14 ans comporte plus de risques d'élimination que de compensation ;

— la rupture entre les maîtres des différents cycles contribue au maintien du système traditionnel (reproduction des inégalités sociales et culturelles).

### 2) le renforcement de la sélection :

— par les palliers successifs d'orientation (5ème et 3ème) ;

— par la mise en apprentissage à 14 ans (loi Royer) ;

— par la coupure entre le secondaire et le technique ;

— par la réforme du 2ème cycle : seconde de propédeutique générale, avant deux ans de baccalauréat et de spécialisation ;

— double baccalauréat qui introduit en fait un examen d'entrée à l'Université ;

— définition de l'Université dans la voie d'une extension du système des Grandes Ecoles (cf. médecine, formation des maîtres, etc...), système dont on connaît la valeur démocratique !

### 3) de nouvelles possibilités de répression

— constitution de l'école comme un monde clos, au nom de la « communauté éducative » ;

— fausse neutralité pour bloquer l'expression des jeunes ;

— renforcement de l'autorité discrétionnaire des chefs d'établissement ;

— renforcement parallèle du pouvoir des recteurs (article 16) pour qu'il n'y ait pas de récalcitrants.

## LOGEMENT : scandales et déportations

C'est sans doute le secteur d'activité où la politique de Giscard d'Estaing ministre s'est le mieux révélée : refus du logement populaire, prime à la spéculation foncière, encouragement à l'épargne immobilière pour les plus riches...

**R**efus du logement populaire : depuis cinq ans, le nombre de logements HLM et PLR (logements sociaux, cités de transit) s'est progressivement ralenti jusqu'à s'arrêter ou décroître en chiffres absolus : il n'y a eu depuis deux ans aucune progression du nombre de HLM construits ; inversement, ce qu'on appelle le secteur « non aidé » (privé) — donc le logement cher — a vu ses dimensions croître régulièrement : presque plus de 20% chaque année (prime aux promoteurs, ou aux grandes banques d'affaires, etc...).

**Prime à la spéculation foncière** : l'impôt foncier et l'imposition des plus-values foncières ne pèsent absolument pas sur les profits des entreprises du secteur ; les « affaires » immobilières (Garantie Foncière, affaire Rebotier, la Défense) n'ont pas permis de sanctionner les véritables responsables ; l'environnement a été sacrifié dans des régions entières, pour satisfaire aux besoins

Des clapiers pour dormir ; le terrain vague pour le reste



Chalandon, Crédit foncier) ont été les deux mamelles de la politique du régime.

M. Giscard d'Estaing a mis personnellement la main à la pâte dans la traduction budgétaire et financière de cette politique : à l'heure actuelle, le secteur immobilier est celui où les profits sont les plus élevés, où les affaires frauduleuses et les faillites se multiplient alors même que la crise du logement sévit plus lourdement que jamais (1,4 million de personnes sont recensées comme vivant dans un « habitat insalubre » par les services de l'Équipement) ; les jeunes et les vieillards notamment sont contraints à une véritable déportation à la périphérie (de plus en plus éloignée) des grandes villes ; la rénovation des centres de ville se fait au profit du commerce, des bureaux, et de l'habitat de luxe : avec les conséquences politiques que cela comporte (voir le vote de Paris intra-muros aux deux tours de l'élection présidentielle).

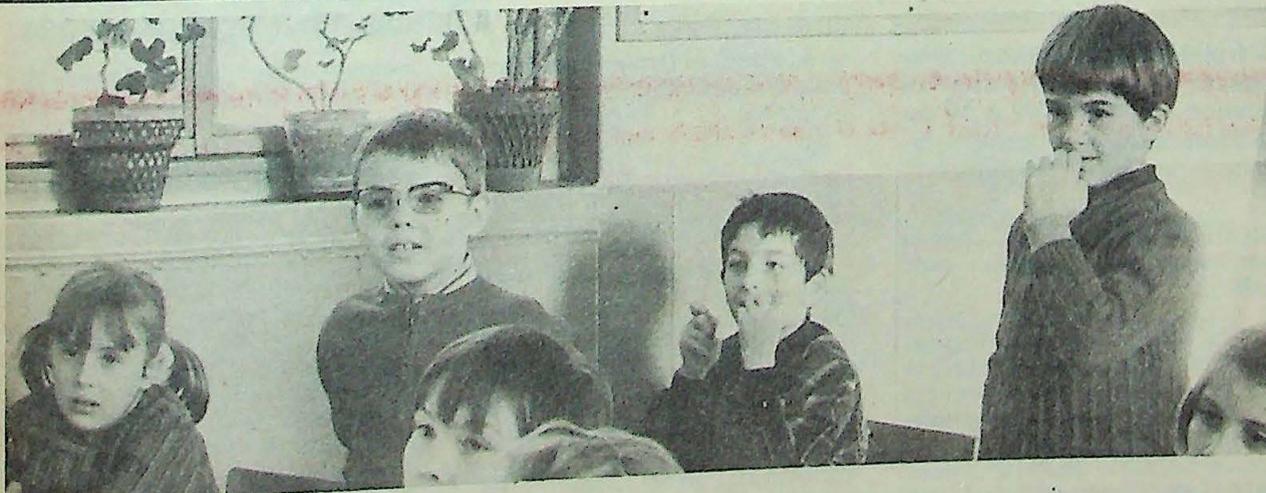
Dans les années qui viennent, il faudra faire porter l'effort revendicatif et militant sur :

- le développement du logement populaire de bonne qualité mais sans luxe inutile, en mettant l'accent sur l'environnement social-culturel et sportif de ce logement (rôle essentiel des comités de locataires ou d'usagers) ;

- le refus d'une politique de transports qui reste liée à une politique de logement de classe, et qui privilégie l'automobile : donc transport collectif et raccourcissement des trajets ;

- la résorption de l'habitat insalubre, notamment pour les travailleurs immigrés, exigeant que soient taxées lourdement les entreprises utilisatrices de cette main-d'œuvre ;

- le retour de l'initiative à la création architecturale, enfermée actuellement dans une contrainte de rentabilité absolue en ce qui concerne le logement social, et sclérosée par la lourdeur de la tutelle exercée par l'Ordre des Architectes.



Apprendre à apprendre

### le silence ou le chômage

La victoire de Giscard d'Estaing va permettre à la droite d'accélérer le processus de la réforme afin de juguler les révoltes de la jeunesse scolarisée. L'été peut être une période d'intense

activité pour l'Éducation Nationale : il faudra préparer habilement les transitions nécessaires et contraindre les jeunes à choisir entre le silence ou le chômage.

Seule la lutte quotidienne permettra maintenant de bloquer cette dégénérescence du système public de formation et d'ou-

vrir la voie à des changements profonds :

- de permettre l'accès des travailleurs à l'université et celui de leurs enfants dans les cycles de formation générale ;

- pour « décrocher » l'école, dans son contenu (disci-

plines liées à la vie réelle) et dans son statut (ouverture des établissements) ;

- pour garantir un rapport étroit entre formation initiale et formation permanente, y compris dans le domaine professionnel, sous le contrôle des travailleurs ;

- pour libérer les enseignants des tutelles administratives et pédagogiques qui les empêchent de jouer tout leur rôle éducatif et immobilisent leurs capacités créatives et imaginatives ;

- pour permettre aux enfants de vivre leur enfance, aux jeunes de vivre pleinement leur jeunesse, non pas en se soumettant aux contraintes auxquelles les adultes n'acceptent même plus de se soumettre aujourd'hui, mais en instituant entre eux des rapports plus libres et plus vrais qui contribueront à la transformation des rapports sociaux dans l'ensemble de la société.

## ● ENERGIE : pour un moratoire nucléaire

Depuis 1960, les Etats occidentaux ont privilégié le pétrole suivant en cela la politique des grandes firmes pétrolières qui ont alors baissé artificiellement leurs prix pour mettre les autres sources d'énergie en difficulté.

Ainsi, les autres sources d'énergie (hydroélectricité, charbon) ont été sacrifiées, en même temps que la recherche de nouvelles sources était négligée (solaire, marémotrice...).

### Résultats :

— une industrie charbonnière en récession accélérée : 13 millions de tonnes cette année (65 M. de t. en 1960...) avec la mise en retraite anticipée ou le licenciement de milliers de mineurs, sans aucune amélioration ni des installations, ni des retraites des intéressés. La reconversion de régions entières a été ratée (Loire, Nord, Cévennes). Il en résulte un profond déséquilibre régional. (300 000 mineurs en 1955, 100 000 à peine aujourd'hui...);

— un potentiel hydroélectrique limité à son niveau des années 1960 ;

— un développement de

l'énergie nucléaire sans contrôle et sans plan prédéterminé, particulièrement depuis les débuts de la crise pétrolière (six centrales en 1974, alors qu'une ou deux étaient prévues). On prévoit 200 centrales en l'an 2000. Ce sont donc des risques graves que l'on prend alors qu'un moratoire permettant la recherche de véritables solutions en matière de sécurité et de pollution était nécessaire. Les firmes multinationales en sont d'ailleurs bénéficiaires (Westinghouse notamment).

### Des solutions, il y en a :

● relance des possibilités hydroélectriques ;

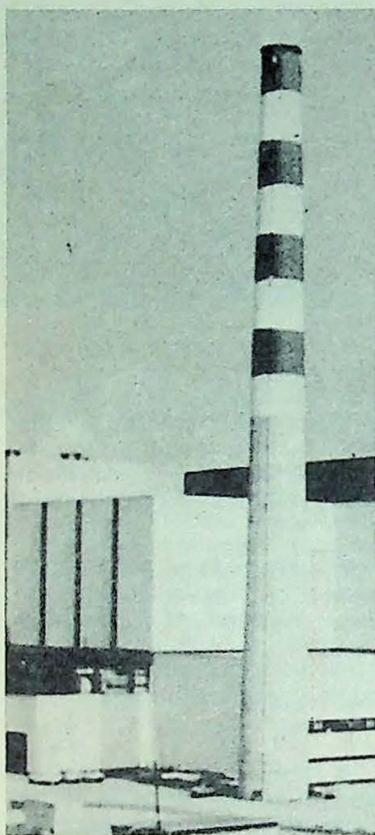
● développement de la recherche énergétique, avec pour objectif de rentabiliser certaines solutions (marémotrice, solaire) dans les cinq à dix ans ; ceci sup-

pose, bien entendu, d'autres priorités et un autre type de développement (petites unités industrielles, décentralisation des unités économiques ;

● moratoire nucléaire, avec la volonté de se soustraire à l'influence des multinationales qui se sont reconverties dans le secteur depuis peu ; et de rechercher une sécurité et une fiabilité maximales ;

● organisation de relations nouvelles avec les pays producteurs de pétrole ou de sources d'énergie : contrats à long terme, engagements réciproques d'échange égal et de préférences tarifaires sur d'autres produits ; et mise en commun des recherches dans le domaine énergétique.

Il doit s'agir, bien sûr, des pays progressistes qui ont axé leur développement sur les priorités populaires, comme l'Algérie, la Syrie, la Tanzanie, la Chine... et de tous les pays qui ont rompu avec la logique capitaliste.



200 centrales en 25 ans...

## ● INFORMATIQUE :

### contre la loi des monopoles américains

Le marché français, depuis la « troisième génération » des ordinateurs qui a permis de passer au début des années soixante à l'informatique de gestion, est contrôlé à 80 ou 85 % par IBM, c'est-à-dire une firme multi-nationale complètement intégrée...

En effet IBM développe parallèlement et contrôle la formation de son personnel et celle des entreprises utilisatrices ; son matériel, que la firme renouvelle sans objet et avec une rapidité considérable pour en assurer une rentabilité maximale ; ce qu'on appelle son « logiciel » (la programmation des machines et le type de tâches qu'elles peuvent accomplir), et contraint l'acheteur ou le loueur d'une machine IBM à passer par toutes les contraintes que la firme lui impose, sous peine d'incompatibilité avec d'autres matériels (par exemple, jusqu'à il y a deux ans, l'armée française était équipée par IBM ; depuis lors, cette dernière s'est reportée sur SIEMENS, mais

SIEMENS est justement, comme par hasard, « compatible » avec IBM...).

Dès lors, on pouvait imaginer de développer dans ce secteur vital pour l'avenir technologique du pays un secteur informatique national : cela a été le pari du « plan calcul ». Plan ambitieux (400 M. de F.) autour de Bull. Mais ce dernier, bientôt racheté par Général Electric, puis absorbé par Honeywell (un des « grands » en dehors d'IBM), n'a plus rien d'une entreprise à finalité française. Dès lors la C.I.I. (Compagnie Industrielle pour l'Informatique) se consacre à une activité de construction de petits ordinateurs, relativement marginale, et

ce malgré une tentative de coordination avec SIEMENS et ICL (Anglais).

### les responsabilités de Giscard

Rien n'a été fait pour briser le monopole d'IBM et assurer l'indépendance technologique du pays : question de crédits budgétaires certes (les crédits du plan calcul sont ridicules, la formation des informaticiens français est en réalité aux mains des firmes d'informatique), et M. Giscard d'Estaing en est directement responsable ; question de volonté politique surtout, puisque c'est à partir de 1964-65, quand M. Giscard d'Estaing était au faite de son plan de stabilisation, que l'entrée massive des capitaux américains a repris en France.

Le plan calcul n'a pu corriger l'erreur invraisemblable et extrême-

Un système d'ordinateur : à 80 % américain.



mement grave qui a été faite lors de l'abandon de Bull qui, à ce moment, avait un niveau technologique égal et même supérieur à celui d'IBM (par exemple sur les grands systèmes).

La crise des grands systèmes et la remise en cause de cette conception qui implique une intégration très forte des fonctions permet de dégager des possibilités nouvelles pour le développement d'une industrie indépendante (niveau national et européen). Ceci ne peut se faire qu'avec une volonté politique très forte à deux niveaux : - dégager des moyens, - modifier progressivement la nature des centres de décision (aussi bien pour l'Etat — par exemple à travers la nature et les choix de la planification — que pour l'entreprise), ce qui conduirait à la définition d'une quatrième génération d'ordinateur. Mais cela, seul un gouvernement de gauche pouvait se le permettre.

# front des luttes

## ● renforcer l'unité ouvriers-paysans

**Le 20 mai est arrivé. Quelles sont les perspectives de lutte du secteur paysan, après l'élection de Giscard ?**

Tout d'abord, une remarque : un nombre encore important de paysans, d'ouvriers ruraux, ont voté pour la droite, surtout dans l'Ouest, dans l'Est et le Massif central. De nombreuses familles de travailleurs ruraux ont encore été conditionnées par les notables, l'Eglise, les marchands de bestiaux, les patrons d'usine, c'est-à-dire par la bourgeoisie traditionnelle. Combien de temps encore dureront ces mentalités d'assistés, ces attitudes de peur ?

Pourtant, dans ces régions, les voix rurales de gauche ont progressé. Par exemple, en Vendée, Mitterrand avait fait 17 % en 1965 ; il passe à 33 % en 1974. Il y a là une évolution encourageante, dans une région où les luttes ont été nombreuses, il est vrai, ces dernières années (rémunération du travail, affaire Belaud, affaire Ametean, ...).

Autre point positif : un travail unitaire nouveau a été entrepris avec le Parti communiste, le Parti socialiste et les syndicats ouvriers, à l'occasion de la campagne. Une amorce de discussion a eu lieu. Sans tout miser sur cette collaboration, il est important que cela continue, pour renforcer les forces populaires et convaincre les indécis. Malgré l'échec de Mit-

terrand, le mouvement unitaire existe et ne devrait pas s'arrêter du jour au lendemain.

Enfin, un travail a eu lieu dans le secteur agricole du PSU, au niveau national et dans quelques départements, pour dégager concrètement les perspectives nouvelles en cas de victoire de la gauche. Des propositions ont été faites, visant à assumer un contrôle populaire sur les réformes entreprises. Il faut continuer dans cette voie. Pour les mois qui viennent, le programme de travail du PSU nous semble clair.

### au niveau idéologique

A court terme, continuer les luttes sur le foncier, pour le prix du lait, etc. Sur ce point, soyons tranquilles, les thèmes seront ceux d'hier. Il est essentiel que le PSU les explique politiquement, en identifiant le capitalisme derrière le marchand de bestiaux ou derrière la laiterie. Il nous faut, dans les luttes, renforcer l'unité ouvriers-paysans.

En même temps, il nous faut préciser quels projets nous comptons voir réaliser quand les forces populaires, disons celles qui ont soutenu Mitterrand, auront pris le pouvoir.

L'un ne va pas sans l'autre : le problème de fond, celui sur lequel la gauche a été faible, se situe au niveau idéologique. Les paysans savent qu'ils sont exploités ; ce qui les a maintenus à droi-



## un grand militant

**F**redo KRUMNOW est mort. Il était membre du PSU depuis de longues années, je crois depuis sa fondation. Longtemps installé à Mulhouse, il faisait partie de cette forte équipe qui, autour de Robert SOUSSAY, décédé lui aussi en pleine force de l'âge, animait les premières années de notre fédération du Haut-Rhin.

C'est à cette époque que je l'ai connu. Il avait déjà cette fougue, cette force de conviction, cette volonté militante inlassable, ces intuitions généreuses et efficaces qui l'ont toujours caractérisé. Syndicaliste avant tout, il savait faire bénéficier son parti de ses conseils et de son expérience sans mélanger les genres, et en préservant ce qui lui était précieux avant tout, la confiance des militants syndicalistes dont il était le mandataire. L'autorité très forte qui émanait de ce grand gaillard maigre à la voix profonde l'avait vite imposé comme un responsable important chez les travailleurs du textile CFDT.

Il en fut ensuite le secrétaire fédéral, fonction au titre de laquelle il prit la parole à Charléty, en mai 68. Puis élu responsable de l'action sociale à la Commission Exécutive Confédérale de la CFDT, fonction dans laquelle la maladie et la mort ne lui ont pas laissé le temps de donner sa mesure. C'était un grand militant du courant autogestionnaire, un de ceux qui l'illustrèrent magnifiquement.

Le Bureau national tout entier, le comité de rédaction de TS et moi-même, exprimons à sa famille tout d'abord et aussi à la Commission exécutive confédérale de la CFDT nos condoléances les plus affectueuses.

Michel ROCARD ■

te, c'est l'anticommunisme, c'est la peur de ne plus être « libres », c'est la question de « l'école libre ». Sur ces thèmes ressassés par la droite, la gauche n'a pas eu de réponse convaincante, qui touche vraiment les intéressés. Il nous faut aborder cette question de front. Pour ce, il est nécessaire

de dire vers quoi nous voulons aller, c'est-à-dire quelle sera l'agriculture dans le socialisme autogestionnaire.

Hector COIRON ■

● Le week-end de la CNA des 25 et 26 mai sera l'occasion de discuter de ces thèmes.

## DEMAIN (15 et 16 juin), LA FÊTE!

Meudon, 15 et 16 juin sur les terrasses...

La fête partout...

● au sol, avec tout un programme annoncé la semaine dernière — et sur lequel nous reviendrons

● en l'air : quelque 300 ballons, structures gonflables grands oiseaux de couleurs, une immense toile d'araignée, des cerfs volants du bout du monde, des fumées magiques...

● et les enfants pourront faire de folles poursuites dans les labyrinthes géants, monter sur des animaux fabuleux, jouer aux explorateurs...

● tout ça dans un cadre magnifique, îlot de verdure où ecologistes amoureux de la nature et de fête se trouveront bien. Deux journées sensationnelles, on vous le dit.

● bons de soutien pour 2 jours : 15 F - 10 F par jour (billets auprès des militants du PSU) et à TS, 9 rue Borromée - 15e.

EW BREF...

● UNA RAMOS passe actuellement à Paris, au Théâtre 347, 20 bis rue Chaptal - Paris 9e. Ce chanteur, que l'on entendra à la Fête du PSU, est connu en Amérique du Sud comme le meilleur interprète des instruments des hauts plateaux. D'ailleurs, il n'est pas né à Levallois-Perret, mais à Humahuaca, en Argentine.

● Brigitte Fontaine et Areski sont au Palace (9 rue du Fg Montmartre, Paris 9e) jusqu'au 9 juin — en soirée 22 h 30.

On peut (si l'on veut) participer au spectacle-happening ; plus on est nombreux... meilleur d'est !

● petite annonce : Préparatrice pharmacie BP cherche emploi, logée, de juin à octobre — mer, montagne, campagne. Tél. matin 508.95.46.

# international

## *l'Italie sort du moyen-âge*

# une chance à exploiter

« L'Italie est sortie du moyen âge ». **Ce commentaire d'un dirigeant du Parti communiste italien au lendemain du référendum du 13 mai sur le divorce, gagné par les partisans du maintien de la législation favorable au divorce par plus de 59 % des voix, résumait parfaitement l'impression générale qui est qu'une page d'histoire vient d'être tournée au delà des Alpes.**

La loi Fortuna-Baslini, votée en décembre 1970, reste donc en vigueur et l'on pourra donc à nouveau divorcer en Italie : victoire indiscutable des forces de progrès dans la péninsule, à l'issue d'une campagne menée par la droite avec un arsenal jamais vu d'arguments odieux, de chantage ignoble, et avec un luxe de moyens qui laisse rêveur sur les prétendues difficultés du patronat italien.

### au mépris des démentis

Et pourtant ! La droite, elle aussi toute entière coalisée, de la démocratie chrétienne au fascisme, bénéficiait d'appuis considérables, à commencer par Paul VI qui a fait montre une fois de plus d'un irréalisme à la limite de la stupidité, dans la droite ligne de l'Encyclique « *Humanae vitae* », laquelle avait condamné la contraception. Indifférente au monde moderne et aux drames intimes de ses contemporains, la papauté continue de s'enfermer

dans le monde de tabous et de dorures de St Pierre au mépris des démentis qu'impitoyablement lui inflige l'histoire : il y a, dans cette volonté suicidaire d'être toujours minoritaire et dépassé, quelque chose de fascinant, qui dépasse l'entendement.

La journée du lundi 13 mai aura, de ce fait, consacré l'émancipation du peuple et notamment des femmes italiennes à l'égard de l'Eglise : l'avertissement est de poids et ce d'autant plus qu'il a cette fois valeur nationale : le camp du « oui » (c'est-à-dire celui des partisans de l'abrogation du divorce) a reculé y compris en Venétie, terre traditionnelle du fascisme et dans le Mezzogiorno et le vieux-sud italien, où pourtant les notables et les latifundistes ont littéralement « **conduit leurs ouailles** » au scrutin comme ils les conduisaient jadis à la messe.

Si pour l'église traditionnelle, il s'agit d'un camouflet sans précédent, pour la droite, l'échec est

cuisant : avec à peine 41 % des voix, la Démocratie Chrétienne (environ 39 % dans le pays, habituellement) enregistre un recul sensible, car le poids des fascistes du MSI peut être évalué à 8 % des voix en moyenne. Battue, et isolée avec les fascistes, la D.C. se trouve brutalement confrontée à une crise majeure qui résulte directement de la libération d'un certain nombre de consciences chrétiennes par rapport au Vatican, mais aussi de l'impact des luttes de classes et des conflits sociaux où, de plus en plus nombreux, les militants catholiques rejoignent le combat des travailleurs, notamment la gauche syndicale et les partis de gauche ou d'extrême gauche : les chrétiens, comme ailleurs, plus qu'ailleurs peut-être, sont à présent fortement divisés en Italie ; et les chrétiens de gauche viennent de prendre date devant l'histoire.

### recto-verso

La stabilité gouvernementale — et la possibilité même de gouverner sans grands changements — risque, à fortiori, d'être fortement entamée : on voit mal comment socialistes et libéraux, partisans du divorce, pourront à nouveau collaborer avec une démocratie chrétienne qui les a traînés dans la boue tout au long d'une campagne exemplaire de bassesse, de démagogie, d'igno-

minie. On n'en donnera qu'un seul exemple. Un tract vu à Rome indiquait au recto « **Avec le divorce, on peut refaire sa vie** ». Au verso, on trouvait simplement la photo d'une mère de famille, dans un taudis, entourée de huit enfants, et demandant « **qui veut refaire sa vie avec moi ?** ». Un glissement à gauche du gouvernement est, semble-t-il, à prévoir, même si les transitions risquent d'être lentes tant la crainte d'un basculement décisif de la vie politique italienne doit hanter la classe politique romaine.

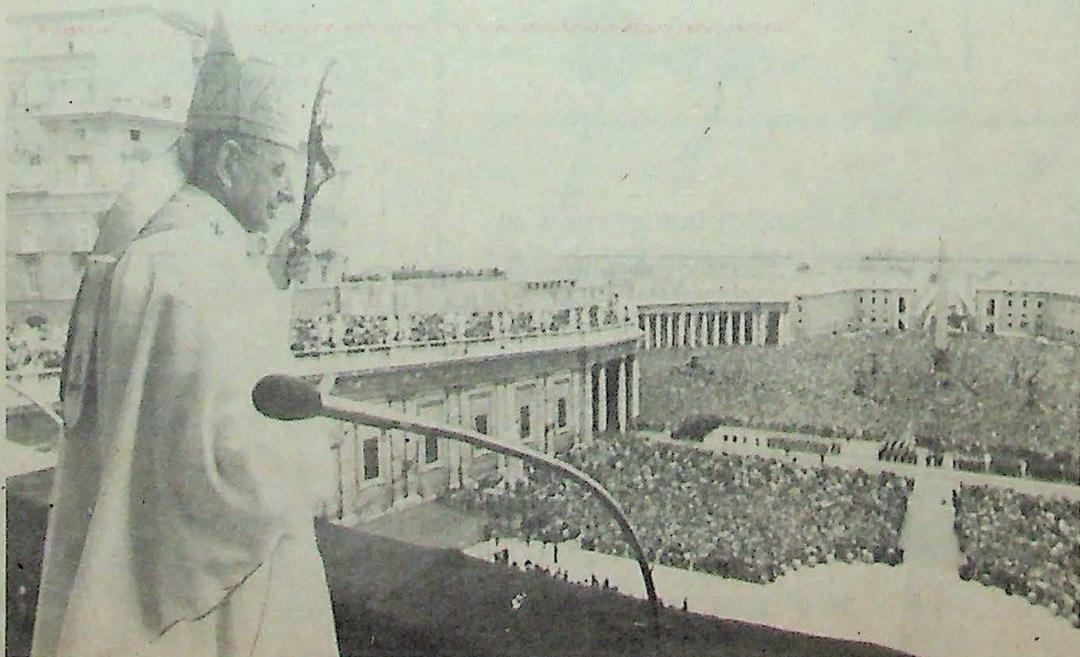
Ce d'autant plus que la crise économique et monétaire atteint son comble en Italie : l'inflation est comparable à celle que nous connaissons en France, ce qui n'est pas peu dire. Et elle détermine un déficit intérieur considérable, qui a récemment conduit le gouvernement à une quasi fermeture des frontières douanières aux importations, au grand dam des partenaires de l'Italie dans la CEE. Le chômage, conformément à un schéma désormais connu, prend des proportions massives (800 000 à 900 000 personnes), d'autant plus qu'il se combine avec le sous-emploi endémique du Mezzogiorno et le retour de nombreux immigrés touchés par la restriction des emplois offerts en Europe, du fait de la crise énergétique (il y a plus de 500 000 travailleurs italiens en Allemagne) qui a arrêté toute immigration en décembre dernier. En face de tout cela, l'immobilisme du gouvernement actuel — notamment sur le plan des investissements — ne pourra pas durer.

Face à ces échéances, la responsabilité qui pèse sur les forces progressistes italiennes est écrasante, au moment où le Portugal sort, lui aussi du moyen-âge, et où la France enregistre la montée de la gauche la plus impressionnante de l'après-guerre. Et ce d'autant plus que la permanence, voire le renforcement, du phénomène fasciste a de quoi inquiéter. Chaque soir, plusieurs millions de fascistes « collent » toute la capitale italienne et ils « tiennent » nombre de bourgs du Sud.

### l'absence d'un mouvement jeune

Or, la ligne du « compromis historique » avec la DC, inaugu-

Paul VI le Vatican : tabous et dorures.



rée par Berlinguer, le secrétaire général du PCI, ne sort pas renforcée du scrutin du 12 mai : au contraire, à moins qu'on l'entende comme un rapprochement avec la DC de gauche, laquelle pourrait d'ailleurs à terme être amenée à faire scission, ce qui permettrait l'émergence d'une force de gauche capable de prendre le pouvoir en termes électoraux au moins. Mais l'évolution du PCI n'apparaît pas se faire aisément en ce sens, de même que le PSI semble toujours goûter les délices de « l'expérience de centre gauche » et pour n'avoir rejoint le PCI et toute la gauche que le temps d'un scrutin où ne l'aurait motivé que sa « laïcité ». Les difficultés de restructuration de la gauche italienne, en vérité, font apparaître nettement l'absence d'un mouvement jeune, qui serait susceptible de dynamiser et de capitaliser les luttes sociales, en les situant dans un projet politique global : un peu ce que le courant autogestionnaire essaie d'être chez nous et parvient de plus en plus à rendre crédible.

Ce mouvement est en gestation dans les expériences massives de contrôle ouvrier, par exemple chez FIAT, dans l'ensemble de la gauche syndicale, dans le processus d'unification des grands syndicats italiens, dans la prise de conscience des chrétiens progressistes. Il peut se nourrir de l'expérience difficile mais passionnante de nos camarades de l'extrême gauche italienne, notamment du Manifesto et du PUP (Parti d'unité prolétarienne, c'est-à-dire la partie du PSIUP qui a refusé la fusion avec le PCI). Le document préparatoire

Les classiques du  
MARXISME-LÉNINISME  
aux prix les plus bas.

Vous les trouvez à la  
Librairie LE PHENIX  
72 Bld de Sébastopol  
PARIS 3ème

(Marx, Engels, Lénine,  
Staline, Mao-Tsé-Toung).

à la fusion à terme de ces deux courants indique un certain nombre de pistes d'action fort intéressantes, et marque son souci de ne pas prétendre à l'hégémonie dans un rassemblement futur des forces anti-capitalistes, mais d'assurer le dialogue avec l'ensemble d'entre elles, sur un programme de luttes très concret où le contrôle ouvrier et populaire figure en bonne place : sur l'usine, l'école, et sur un projet de société plus vague, notamment quant au type d'organisation sociale à mettre en place après la prise du pouvoir, et quant aux forces sociales qui le domineront.

Il dépend de l'ensemble des forces concernées que l'Italie, après la grande victoire remportée le 13 mai sur la réaction, entre, après le Portugal et la France, dans le camp où la victoire est possible, sinon inéluctable.

Daniel LENEGRE



**BON A RETOURNER A**  
LIBAIR - 17 rue de Turbigo  
75002 Paris, Tél - 231.97.94  
Corr. A 669 508.06.60

NOM .....  
Prénom .....  
Rue .....  
Ville .....

Je suis intéressé par :  
.....

---

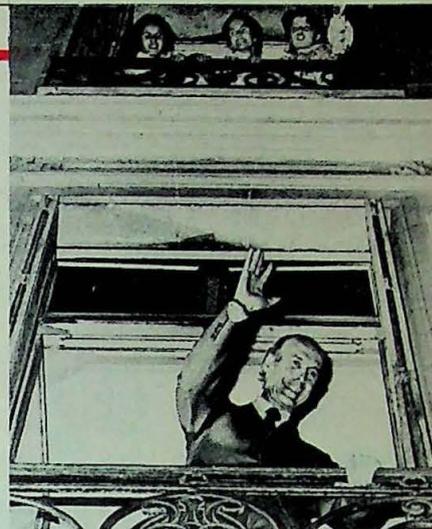
**CIRCUITS**  
à la découverte de l'ALBANIE  
2 semaines ..... 1500 F  
L'INDE DU SUD ET CEYLAN  
23 jours ..... 3290 F

**SEJOURS FAMILIAUX**  
Maison familiale dans les Vosges  
en YOUGOSLAVIE  
En avion : Ile de KRK, SIBENIK  
15 jours ..... de 825 à 1205 F  
Iles de CRES et de PAG  
2 semaines ..... à partir de 500 F

**CHEVAL**  
LA PROVENCE 15 jours : 600 F  
LE MORVAN : week-end toute  
l'année ..... 250 F  
1 semaine (22/6 au 27/9) 720 F  
Roulotte en IRLANDE :  
à partir de 525 F

VACANCES VOYAGES LOISIRS  
**LIBAIR**

## le prince des Atlantes



Le peuple français a sauvé l'Europe en un moment très difficile ». Cette réflexion du secrétaire général du MSI (mouvement néofasciste italien) sur l'élection du nouveau président de la République pourrait donner le ton et mesurer l'ampleur du soulagement qu'éprouvent la droite et l'extrême-droite européennes devant l'échec relatif de la gauche française. Il est significatif de constater que le Président Nixon a, le tout premier, félicité l'ancien ministre des finances. On mesure dès lors la satisfaction des milieux atlantistes naïvement dévoilée par la déclaration du lundi 20 mai de M. Luns, secrétaire général de l'OTAN, qui devait quelques heures plus tard, être démentie.

Ainsi, les milieux d'affaires internationaux et les gouvernements qui les soutiennent ne se sont pas trompés : l'entrée au gouvernement de M. Lecanuet et de ses amis marque une rupture fondamentale avec la politique étrangère gaulliste, déjà fortement infléchie par son successeur. On soupçonne déjà la réaction des équipes dirigeantes des sociétés multinationales, inquiètes de l'évolution politique au Portugal, qui voient dans la France de Giscard le champ d'application idéal de leurs efforts, avec les résultats que l'on connaît.

Ailleurs, la réaction à l'élection du maire de Chamalières est plus équivoque. L'amitié personnelle et les similitudes de formation intellectuelle qui lient celui-ci au nouveau chancelier allemand ont sans doute joué et expliquent les félicitations chaleureuses et une invitation à Bonn. Cette attitude cependant permet de souligner, si besoin était, le glissement à droite, et les conflits internes qui ont amené Brandt à céder sa place. Quant aux pays du Moyen-Orient, et certains pays en voie de développement, l'image de Giscard y est entrevue à travers le double prisme déformant des conceptions historiques du Général de Gaulle et des problèmes locaux.

En URSS, et dans les démocraties populaires, l'expérience socialiste de François Mitterrand n'a pas été accueillie sans appréhension compte tenu de la rupture d'équilibre mondial qu'impliquait l'avènement d'une France socialiste.

Enfin, l'impression qui domine est l'attentisme. Comme les travailleurs français, mais avec sans doute des critères différents, l'étranger jugera Giscard aux actes. On nous pardonne de ne pas lui souhaiter bonne chance.

D.L. ■

CARLOS SEMPRUN-MAURA

1936-1937 :  
des centaines de milliers de travailleurs  
réalisent l'autogestion...

**REVOLUTION ET  
CONTRE  
REVOLUTION  
EN CATALOGNE**

mame

# sur une courte défaite

**3** 70 000 voix manquantes, dont certaines volées (aux Comores, à Wallis et Futuna, à Djibouti) sur un total de 26 millions et demi d'électeurs, c'est dommage.

La gauche est battue ; elle n'en a pas moins fait son meilleur score depuis très longtemps. En tout cas, depuis l'assemblée constituante de la Libération. Elle a dépassé son score du Front Populaire — et pourtant la voie électorale lui avait alors fourni une majorité parlementaire et, par là, la victoire.

Il faut d'abord redire ceci : l'unité refaite, les options présidentielles ébauchant pour la première fois une synthèse entre le programme commun et les options du courant autogestionnaire, la qualité de la campagne du candidat ont permis à la gauche une extraordinaire avancée. Chacun sait aujourd'hui que deux sur trois des hommes et des femmes de moins de 40 ans qui sont le nerf essentiel de l'activité du pays tout entier ont voté pour François Mitterrand. L'avenir dira comment Giscard d'Estaing s'accommodera de cette situation et surmontera les difficiles contradictions qu'elle comporte.

La campagne a déjà montré d'ailleurs que la gauche était plus avancée dans le dépassement de ses divergences que la droite, et cela se lit dans la clarté des options de François Mitterrand et dans l'obscurité de celles de Giscard d'Estaing. Voir dans ses changements de programme entre le premier et le second tour.

Il n'est pas possible que tout s'arrête là. A 46 % ou 47 %, l'interprétation du scrutin aurait été : « la gauche décidément ne vaincra jamais ». A 49,3 % — sans les voix volées dans quelques territoires d'outre-mer, à 49,5 % — l'interprétation du scrutin est : « la gauche peut vaincre et elle y est prête ».

Moyennant quoi Giscard d'Estaing est élu. Dans la lettre actuelle de la constitution, pour 7 ans. 7 ans de quoi ? Regardons cette campagne. 7 ans de discours vagues, d'engagements imprécis, de mensonges sur les chiffres économiques, de mégalomanie et de cynisme total dans le comportement à l'égard des Français, ses concitoyens. 7 ans de république des ducs, 7 ans d'information dirigée, 7 ans de répression policière (où a-t-on vu que Giscard d'Estaing a désavoué son camarade de parti Marcellin ?).

On n'insistera jamais assez sur le fait que plus de la moitié des électeurs de Giscard d'Estaing annonçaient vouloir voter par référence à sa seule personnalité, et moins de 30 % par rapport à son programme, tandis que François Mitterrand ralliait des électeurs dont 66 % se prononçaient en fonction de son orientation et de ses options, et 34 % seulement en fonction de divers autres critères.

C'est en fait une volonté politique très forte qui vient de se marquer, à laquelle la victoire n'a échappé que presque par hasard.

Cette volonté politique forte se traduit d'ailleurs par le fait qu'au lendemain du scrutin, il y a plus de colère que de démobilisation, plus de volonté de combat que de repli apathique. Les adhésions arrivent en masse et la victoire à portée de la main maintenant se profile, si l'on sait en prendre les conditions.

Mais quelles conditions ? C'est le bilan de la campagne qui peut les éclairer.

Il est sûr que cette campagne a manqué de trois choses :

— d'une part, elle a souffert de devoir s'appuyer sur un programme commun dont l'archaïsme économique et social a été durement ressenti ; — d'autre part, elle a manqué de souffle dans la description du projet d'avenir que le socialisme français peut proposer à la France tout entière. Sur ce point, l'importante contribution du courant autogestionnaire n'a pas été complètement reçue ni complètement utilisée, et là se décrit une de nos tâches importantes pour l'avenir proche ;

— enfin, il ne fait pas de doute qu'il y ait eu quelques hésitations dans le camp de l'ensemble de la gauche et aussi dans l'extrême gauche.



par  
**Michel  
Rocard**

Tous ceux qui n'ont pas compris dès l'ouverture de la campagne qu'une chance était offerte à condition de la jouer à fond pour ne pas donner la moindre impression de doute, de désaccord ou de distance, ont pris leurs risques et ils sont graves.

Les prestations publiques d'Arlette Laguiller et d'Alain Krivine, leurs émissions télévisées, leurs critiques féroces du candidat unique de la

gauche, leurs discours volontairement provocateurs ou annonceurs d'un désastre ont à coup sûr éloigné de la gauche des dizaines de milliers de voix.

Les camarades, même au sein du PSU, qui se sont sentis indifférents à cette campagne, ne s'y sont pas reconnus et finalement ne l'ont pas faite ou ne l'ont faite qu'avec des mots d'ordre qui posaient le problème d'après la victoire, sans poser celui de la mobilisation, portent eux aussi une responsabilité à laquelle il convient qu'ils songent. L'importance de la défaite politique de la gauche à Paris fait la différence nationale et cela donne à penser...

Un de mes plus vieux camarades du parti et co-fondateur avec moi du PSU, un de ceux qui ont vécu les crises, traversé les déserts, remonté le parti après ses débats les plus durs, avec qui j'ai eu quelquefois des désaccords parfois lourds, mais avec qui je m'étais toujours retrouvé, dans les moments fondamentaux, (1967, et le refus de s'associer à la FGDS, 1971 et la volonté de sortir du marginalisme gauchiste) ce camarade m'a fait l'amitié de m'accueillir au meeting de la Mutualité à Paris le 8 mai par ce cri unique et non repris : « A la soupe ! ». Il est membre du Bureau fédéral de Paris, sans le nommer.

M'adressant à lui seul, dans le secret de sa conscience, mais le sachant porteur des doutes lourds de certains camarades du parti, je voudrais lui poser la question suivante. J'ai pour ma part, en accord avec le Bureau national, pris la totalité du risque qu'impliquait le mandat voté par le conseil national extraordinaire : « Tout faire pour la victoire de François Mitterrand ». La question est : suis-je coupable de n'avoir pas fait assez d'efforts pour cette victoire, de ne pas en avoir posé assez de ces actes qui motivaient son : « à la soupe » ?

La soupe mes camarades, réfléchissons-y.

Convertir la France au socialisme, amorcer l'énorme mouvement mondial de désengagement de l'impérialisme américain dans la construction d'une société différente, plus libre, plus soucieuse de la qualité de sa vie, moins frénétiquement orientée sur sa croissance, capable de s'opposer aux USA à propos de leur politique en Amérique latine et au Vietnam, commencer cette longue affaire supposera que les responsables de nos organisations participent à la tâche. Son cri ayant eu les honneurs du journal *Le Monde*, notre camarade a ouvert un débat dans le parti, je n'aurai garde de le laisser oublier. Quand j'ai entendu ce cri de ce vieux camarade, je me suis dit : « tiens, il en est à souhaiter la victoire de Giscard ».

C'est aujourd'hui un débat que l'on peut juger terminé. Le seul regret, c'est que certains aient mesuré les enjeux un peu plus tard que d'autres.

Mais devant la victoire de la droite rassemblée sous l'égide de l'extrême-droite, je ne doute pas que la totalité du parti réalise rétrospectivement la justesse de notre combat pour la victoire de François Mitterrand, pour le déblocage et l'ouverture de la marche en avant des masses vers le socialisme.

Il suffit de cet accord entre nous sur le jugement du résultat final pour que rien ne soit gâché et pour que cette formidable avancée soit en fait la première étape de l'offensive qui, à travers l'insertion du courant socialiste autogestionnaire dans une dynamique unitaire, lui permettra de peser de tout son poids dans l'expression publique de l'ensemble de la gauche. Et par là d'ouvrir un jour la voie vers la victoire.